



Munich Personal RePEc Archive

**The ECGL and the DR, CONGO
economy: a computable general
equilibrium analysis**

Wabenga Yango, James

Département d'économie, Université de Kinshasa

January 2011

Online at <https://mpra.ub.uni-muenchen.de/65172/>
MPRA Paper No. 65172, posted 21 Jun 2015 15:03 UTC

La CEPGL et l'économie de la R.D.Congo: Une analyse en Equilibre Général Calculable

James Wabenga Yango^{†*}

[†] Faculté des Sciences Economiques et de Gestion

Universitté de Kinshasa

Janvier 2011

Revisé en janvier 2014

Abstract

Ce papier cherche à analyser l'impact de la redynamisation de la CEPGL sur l'économie de la R.D Congo. Il ressort des analyses qu'à court terme, l'intégration de la CEPGL a un impact négligeable sur l'économie congolaise voire un impact négatif, mais cet impact n'est pas le même lorsqu'on observe les différents agrégats macroéconomiques dans le temps. il a été démontré que le secteur clé de cette économie est le secteur "services marchands". Après le choc, on remarque que la branche "agriculture " subit une détérioration sur tous les plans. Cette perte enregistrée au sein de la branche "agriculture " a des effets sur la croissance économique, sur l'emploi, sur le prix et sur d'autres branches de l'économie qui tombent en détérioration. Il en est de même pour le revenu de l'Etat qui subit une variation à la baisse. Les branches les plus touchées sont celles qui sont de plus en plus en relation avec le reste du monde notamment l'industrie, les services marchands et Extractions. Les branches de l'industrie et de l'extraction observent une dégradation de leurs principales variables de la production. Les implications se font sentir sur le bien-être des ménages qui s'est amélioré.

JEL classification: C68, F530, O110.

Mots clés : CPGL, économie de la RD. Congo, MEGC

*Contact us: james.w.yango.econ@gmail.com

1 Introduction

L'importance de la coopération et de l'intégration économique régionale pour accélérer et renforcer la croissance économique, le développement économique et social est reconnue depuis longtemps par les décideurs africains. L'unité, la coopération et l'intégration de l'Afrique ont été de tout temps, des objectifs pour des nombreux responsables africains comme Georges Patmore, W.E.B. Dubois ou Marcus Garvey, ainsi que pour des nationalistes comme Kwane Nkrumah qui, dans son livre "Africa must unite", préconisait déjà l'unité africaine. Cet objectif d'intégration est donc profondément ancré dans l'histoire de l'Afrique, même si, comme dans d'autres régions, la priorité a été initialement de s'assurer un poids et une autorité accrus sur la scène internationale. Mais au fur et à mesure que la mondialisation et l'interdépendance se sont imposées aux pays de la région (Afrique), avec le risque d'une marginalisation du continent africain, cet objectif d'intégration est devenu prioritaire.

En plus des motivations économiques, l'aspiration politique à une identité, une unité et une cohésion continentales ont également influencé les premiers efforts d'intégration régionale en Afrique central en particulier. La poursuite de ces idéaux découle principalement de la volonté de développement pour ces pays et de devenir un interlocuteur à part entière dans le débat mondial, l'intégration apparaît comme la seule voie crédible.

Comme le souligne Sid Ahmed, l'intégration renforce le pouvoir de négociation des pays concerné et les positionne comme des acteurs crédibles dans les champs économiques mondiaux. Elle permet le renforcement du pouvoir de négociation des pays concernés à un moment où la régionalité des échanges mondiaux devient de plus en plus une réalité.

Cette théorie de l'intégration assure la participation à l'économie mondiale un rôle prépondérant dans la promotion de la convergence économique entre les régions pauvres et les régions riches qui sont en intégration.

C'est pourquoi, en vue de tirer parti de ces avantages de l'intégration, les pays africains se sont lancés avec enthousiasme, durant les années soixante et jusqu'au milieu des années quatre vingts, dans la création d'une série d'organisations régionales et sous-régionales. La création d'organisations sous-régionales comme la Communauté Economique des Pays des Grands Lacs (CEPGL), la Communauté Economique des Etats de l'Afrique Centrale (CEEAC), la tentative de l'Union Douanière des Etats de l'Afrique Centrale (UDAC) et la Zone commune d'échanges Préférentiels atteste la détermination des Etats de l'Afrique centrale d'oeuvrer ensemble et de s'engager dans la voie d'une

véritable intégration économique. L'intégration s'impose pour des raisons économiques, elle sera vue dans ce cas comme une stratégie de croissance et développement¹.

En effet, depuis sa création en 1976 jusqu'en 1996, la Communauté Economique des Pays des Grands Lacs (CEPGL) a fonctionné comme une union douanière. Les principes de base de la CEPGL étaient proches de ceux du Benelux et des Communautés européennes de l'époque : libre circulation, droit d'établissement, pas de droits de douane entre les états membres, politique douanière commune, incitation au développement d'infrastructures communes, rapprochement et harmonisation des politiques économiques, sociales et agricoles, statistiques communes, office commun de commercialisation de certains produits afin de faciliter et de promouvoir le commerce entre ses Etats membres, dans le cadre de l'intégration de la région. Mais cette Communauté Economique Régionale connaîtra un dysfonctionnement à partir de 1996 faute des crises politiques qui envahissent la région à l'époque.

Il fallait attendre l'an 2004 à Dar-es-Salam pour que la conférence des présidents de trois pays membres de cette organisation régionale puisse tableur sur les problèmes de la communauté pour assurer sa redynamisation et discuter des accords sur le démentiellement tarifaire en ce qui concerne le commerce entre les pays membres². En vertu des accords portant création de la CEPGL, les Etats membres libéralisent le commerce des biens par le biais de la suppression de 100% des taxes à l'importation et d'autres obstacles non tarifaires pour les produits en provenance de la sous-région.

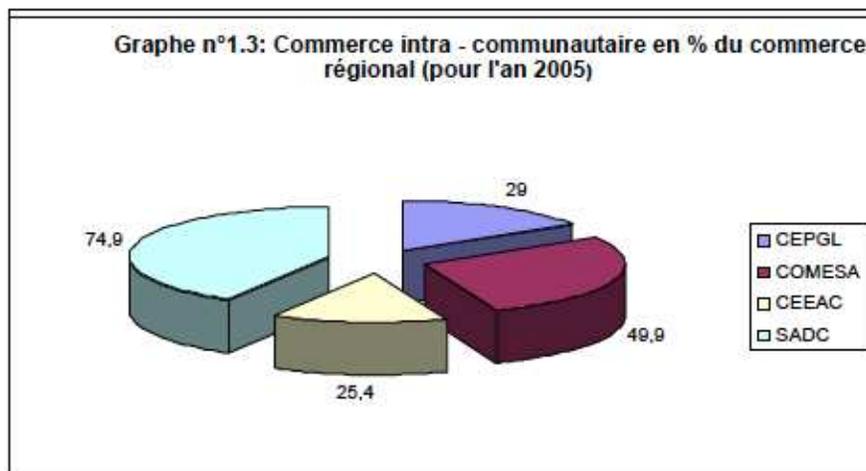
L'origine de cette étude trouve son fondement dans une litanie d'études économiques qui ont montré que les pays en développement profiteraient davantage d'une ouverture de l'accès aux marchés d'exportation et d'une réforme de leurs politiques commerciales que d'un accroissement de l'aide. On peut raisonnablement admettre que, la théorie classique de l'intégration développée à partir des travaux de Viner (1950) montre que le tarif extérieur commun engendre deux effets: un effet de détournement des échanges au détriment des non membres de l'union et un effet de création, voire de développement des échanges au bénéfice des membres de l'union.

La Tableau 1 montre l'évolution des indicateurs démographiques des pays membres de la CEPGL pendant la période allant de 1980 à 2005. Ce tableau indique que parmi les trois pays membres de la CEPGL, la R.D Congo qui est le géant en terme de sa superficie et de sa population. Il sied de remarquer que le Rwanda est le pays de la CEPGL où la densité est très forte (troisième sur le plan africain), suivi du Burundi qui occupe la quatrième position sur le plan densité. begintable[ht]

¹Sid Hamed. A (1992)

²La RD. Congo, le Rwanda et le Burundi

Figure 1: Commerce intra-communautaire en % du commerce régional



Source: CURDES

Table 1. Démographie de la CEPGL en 2005

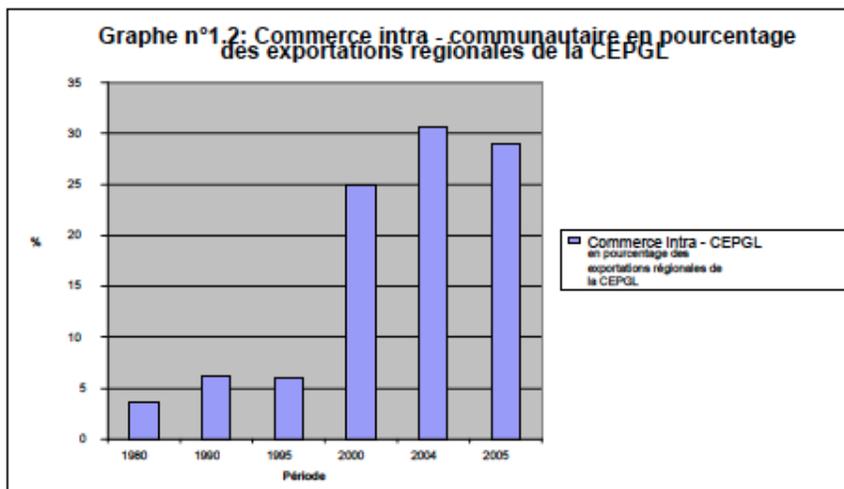
Pays	Superficie (km ²)	Indicateurs démographiques	
		Population	densité
R.D Congo	2.345.476	53.625.000	278
Rwanda	26.344	7.313.000	23
Burundi	27.834	6.224.000	224

Source: CURDES

La Figure1 et la Figure2 représentent la situation du commerce des pays de la CEPL avec les autres CER comme le COMESA , la SADC et la CEEAC en 2005, En effet, il ressort de cette représentation graphique que la SADC occupe 74,9% dans le commerce avec les trois autres CER, Elle est suivie par le COMESA(49,9%), la CEPGL(29%) et en fin par la CEEAC (25,4%).

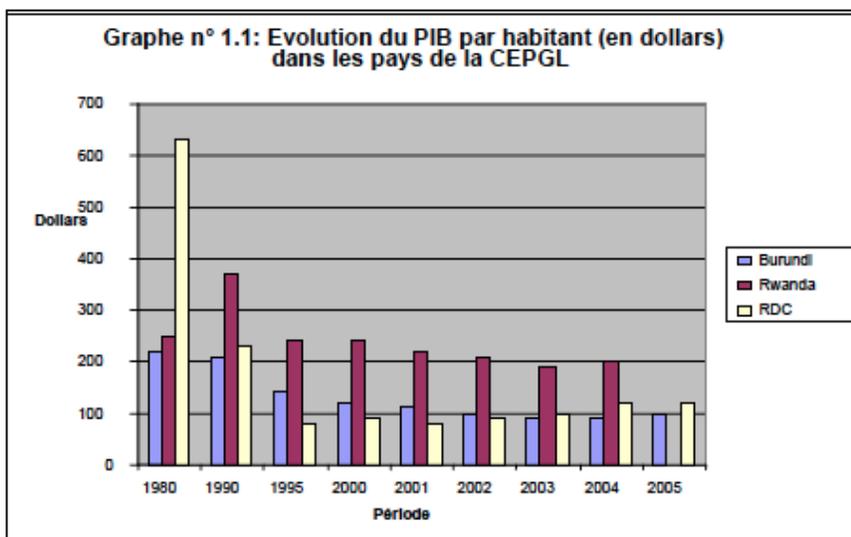
L'évolution du produit intérieur brut des différents pays membres de la sous-région CEPGL pendant la période allant de 1980 à 2005 est donnée par la Figure3. Celle-ci montre que le PIB de la R.D Congo décroît avec le temps à partir des années 80 de façon presque exponentielle. En effet le PIB de la R.D Congo décroît par rapport à son niveau initial qui est celui de 1980 et il en est de même pour les deux autres pays membres de la CEPGL(le Rwanda et le Burundi). D'où, cette décroissance du PIB en tant qu'indicateur de performance économique peut contribuer à l'explication de l'aggravation du phénomène de pauvreté dans ces pays de la sous-région de la CEPGL. Dans son analyse, Vner montre qu'une réduction des tarifs avec les partenaires commerciaux améliore le bien-être tandis qu'une réduction des tarifs affectant seulement les Etats

Figure 2: Commerce intra-communautaire en % des exportations de la CPGL



Source: CURDES

Figure 3: PIB par habitant dans les pays de la CPGL



Source: CURDES

membres d'une zone préférentielle peut réduire le bien-être. La raison est qu'en plus de créer le commerce, un tel changement de tarif tendra également à le détourner, probablement entraînant le remplacement de l'offre d'importation à prix réduit par les importations à coût élevé pour les pays partenaires dont les exportations tirent bénéfice de l'accès préférentiel du marché régional.

Par ailleurs, M. Kassé (1991) dans son analyse sur l'intégration en Afrique de l'Ouest s'interroge sur les aptitudes de l'intégration dans la création des complémentarités des productions et une interdépendance véritable afin d'éviter la juxtaposition des structures. Dans son modèle d'équilibre partiel, J. E. Meade (1955) montre que la similitude des économies partenaires de l'union douanière, si elle se combine avec la complémentarité potentielle, représente la meilleure disposition à l'union.

Michaely va plus loin encore car il montre l'importance de la complémentarité dans l'intégration régionale en élaborant un indice de complémentarité commerciale. L'indice est défini comme l'écart des structures d'exportation et d'importation de deux pays ou groupes de pays (voir Ph. Hugon, 2001, p.66). Ainsi, dans la littérature économique, la question des complémentarités revêt une importance particulière.

Notre étude s'inscrit dans l'analyse des effets attendus de l'intégration de la CEPGL sur l'économie de la R.D.C par un modèle d'équilibre général calculable et place l'analyse des effets statiques, c'est-à-dire les effets de création et de détournement de commerce, au centre de l'analyse, en recourant à la modélisation en équilibre général calculable. Elle a pour objet est d'évaluer les implications de l'intégration économique de la CEPGL sur l'économie de la R.D Congo, en mettant en exergue l'analyse des effets statiques et le bien-être afin de formuler les recommandations quant aux réformes et aux politiques de coopération régionale.

Dans ce travail, nous nous proposons d'apporter des éléments de réponse aux questions suivantes: Quel est l'impact de la CEPGL sur l'économie congolaise, à la suite d'une réduction de 75% ou de 100% des droits de douane à l'importation sur les produits de la région ? Quels sont les effets attendus de cette intégration économique sur la création de commerce et le bien-être des ménages congolais ?

2 Analyse de l'économie congolaise en 2005

L'économie de la R.D Congo de l'an 2005 sera présentée à travers le tableau des ressources et des emplois (TRE)³ communément appelé Tableau Entrées- Sorties (TES) et le tableau des comptes économiques intégrés (TCEI)⁴, le Tableau de la distribution des inputs (TDI), Tableau de distribution des outputs. Le TES et le TCEI seront à la base de la construction de la matrice de la comptabilité sociale(MCS) de la R.D Congo pour l'année 2005.

Figure 4: TES de la RDC-2005

NIVEAU ENTREES-SORTIES DE LA RDC 2005	Agr.	extraction	Industries	Elect et Eau	Const.	Transp. T.	Serv. M.	Autres serv. A.	APU	ONS. INTER.	CONSOMMATION FINALE					PRODUCTI
											MEF	ALM	ISBL	INV	EXPORTATI	
Agr.	41013	4588	506310	0	8	0	1919	0	456	554294	1136636	0	0	25368	20331	1738559
Extraction	14	497	112100	0	21641	0	0	23	0	134275	60385	0	0	0	859420	1054081
Industries	124274	117630	230244	21258	167060	154713	258818	19675	56667	1147459	32614	0	0	268003	194012	4229910
Elect et Eau	857	870	5927	909	40	1282	5405	3621	3344	21546	0	0	0	0	13955	88345
Const.	42	-4227	1211	0	27035	41	3463	19193	0	55217	137135	0	0	383417	70	442712
Transp. et Télécom	22561	23500	116876	5250	4123	93093	90992	52800	42365	451288	250296	0	0	0	18960	607383
Services Marchands	16562	39715	83011	1138	1791	25898	55892	13064	5694	244692	367837	63221	0	0	2988	561085
Autres serv. Marchands	12096	33868	49515	2938	1693	46496	21678	8560	34581	229709	16750	5480	331	0	32517	575882
Production collective des APU	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	4573270	239530	0	0	109621	356920
Achats intermédiaires	217431	224293	1055502	30381	224311	321525	463872	119864	164101	2838480	0	309048	0	687418	1242930	9544477
Salaires bruts des salariés déclarés	81581	241110	105777	42056	79250	97078	181142	28451	110042	369467	0	0	0	0	0	969487
Impôts sur la production	0	30100	18994	3445	32	2065	1669	33	0	63834	0	0	0	0	0	53834
subventions sur la production	0	0	0	-2745	0	0	-5915	0	0	-8550	0	0	0	0	0	-8660
excédent brut d'exploitation/revenu mixte	1117915	401666	820314	13195	124458	631239	787142	313166	63205	4252265	0	0	0	0	0	4252265
marge de commerce et de transport	278588	37688	1075402	-123	-833	-556377	-891529	58894	-2140	0	0	0	0	0	0	0
autres taxes sur les produits	5033	8974	32149	1662	4112	3649	2198	48	0	57822	0	0	0	0	0	57822
taxes sur l'exportation	417	2153	3257	0	0	3	0	0	0	6630	0	0	0	0	0	6630
taxes sur l'importation	1402	1556	135970	0	0	0	0	0	0	138130	0	0	0	0	0	138130
importations	34192	105418	933455	4	11090	108201	39110	63709	41712	1335899	0	0	0	0	0	1335899
PRODUCTION TOTALE AUX PRIX DU MA	1738559	1054081	4226910	88345	442712	607383	561685	575882	350900	9544477	4573270	308048	331	691418	1242930	16450474
Effectifs employés par branche	14415108	847452	762964	37310	193953	268895	2803320	318284	425198	20072370	0	0	0	0	0	20672778

2.1 Nature des liens intersectoriels de l'économie congolaise

Pour analyser l'interdépendance intersectorielle de production, nous avons calculé la matrice des coefficients techniques notée A à partir de la matrice des transactions se trouvant dans le TES. La lecture de la matrice

Figure 5: Matrice des coefficients techniques

SECTEURS	Agriculture	Extraction	Industries	El.et eau	Construction	Transport et Télécom	S.M.	A.S. M	APU
Agriculture	0,024	0,004	0,12	0	0	0	0,003	0	0,001
Extraction	0	0	0,027	0	0,049	0	0	0	0
Industries	0,072	0,111	0,055	0,241	0,037	0,255	0,462	0,027	0,159
Elect. et eau	0	0,001	0,001	0,006	0	0,002	0,01	0,006	0,009
Construction	0	0,004	0	0	0,061	0	0,006	0,033	0
Transport et Télécom	0,013	0,022	0,028	0,059	0,009	0,153	0,162	0,091	0,119
Services March.	0,01	0,038	0,02	0,013	0,004	0,043	0,1	0,024	0,019
Autres services March.	0,007	0,032	0,01	0,015	0,004	0,077	0,092	0,011	0,097
APU	0	0	0	0	0	0	0	0	0

des transactions, montre que : chaque branche de l'économie congolaise n'a utilisé qu'une part négligeable

³Hubert H.V.GBOSSA, les travaux de comptabilité Nationale: séminaire de présentation des résultats des comptes nationaux selon le SCN93, Kinshasa, 2008, p. 20

⁴idem

de ses produits dans son propre processus de production (voir éléments diagonaux de la matrice des transactions). Rare est le cas de quelques branches qui ont utilisé plus de 20% de leur propre production comme consommation intermédiaire, Par exemple, en regardant la matrice des coefficients techniques ci-dessus, on trouve que la branche "Transport et télécom" a utilisé autour de 15% de sa production pour sa propre consommation intermédiaire. D'une manière générale, les branches de l'économie congolaise sont faiblement inter liées entre elles.

Aucune branche ne consomme plus que ce qu'elle a produit comme output pouvant être utilisée comme produits intermédiaires par d'autres branches de l'économie. La somme des éléments de chaque colonne de la matrice a montré que l'existence d'une branche "catastrophe nationale" est exclu, Une branche de l'économie est dite "catastrophe nationale" lorsque la somme des éléments de la colonne de la matrice A des coefficients techniques de cette branche est supérieure ou égal à 1, En analysant la matrice A, on remarque qu'aucune branche n'est "catastrophe nationale", Ce qui signifie que la production de chaque branche permet à la fois d'assurer les achats intermédiaires et la rémunération des facteurs primaires.

2.2 Identification du secteur clé de l'économie congolaise

En sommant les éléments de chaque colonne du multiplicateur matriciel de Leontief (Table 6), ladite somme nous conduit à la conclusion selon laquelle, c'est la branche " services marchands " qui est le secteur clé de l'économie congolaise durant l'année 2005 suivie de la branche "Transport et Télécom" qui à son tour est suivie de la "construction". Cette situation peut s'expliquer par l'agonie presque totale des secteurs productifs (par exemple : l'agriculture, pêche et Industrie) de l'économie laissant place au développement du secteur informel qui est alimenté par les institutions de micro finance et le non financement des secteurs agricole et industriel par l'Etat. Cet état des choses montre qu'en dépit de quasi absence du financement du secteur agricole, le secteur de transport constitue l'un de secteurs clés de l'économie congolaise. La branche " industries " a une faible somme, ce qui justifie la faiblesse du financement de la branche " extraction " qui dépend directement de la branche " industrie " qui pourtant n'est pas un secteur clé dans le cas du TES de 2005. On remarque que l'administration publique est le quatrième secteur ayant une grande somme après les trois secteurs ci-haut cités. Cette situation s'explique par le fait que l'administration publique de la RDC consomme plus que ce qu'elle produit et pourtant les secteurs clés de l'économie sont malades et ne peuvent pas sans le secours du financement de l'Etat.

2.3 Catégorisation des branches de l'économie congolaise selon le critère de Chenery et Watanabe

Selon Chenery et Watanabe, les indices U_j et W_j permettent de classer ou de catégoriser les branches d'une économie d'après différentes catégories. U_j et W_j indiquent respectivement le pourcentage de la production totale que chaque secteur productif consacre à l'achat de biens intermédiaires (liaison en amont ou " backforward linkage ") et le pourcentage de la production du secteur i que chaque secteur productif i vend comme consommation intermédiaire aux autres branches (liaison en aval ou " forward linkage "). Le

Figure 6: Matrice des coefficients techniques

SECTEURS	AGRICULTURE	EXTRACTION	INDUSTRIES	ELEC ET EAU	CONSTRUCTION	TRANS ET TELECOM	SERVICES MARCH,	ASM	APU
AGRICULTURE	1,036	0,024	0,136	0,037	0,057	0,046	0,084	0,012	0,031
EXTRACTION	0,003	1,005	0,029	0,008	0,064	0,01	0,018	0,004	0,007
INDUSTRIES	0,093	0,161	1,1	0,249	0,46	0,373	0,648	0,098	0,244
ELEC ET EAU	0,001	0,002	0,002	1,007	0,001	0,004	0,013	0,007	0,011
CONSTRUCTION	0,001	0,006	0,001	0,002	1,066	0,004	0,013	0,037	0,005
TRANS ET TEL,	0,023	0,046	0,047	0,091	0,035	1,219	0,257	0,122	0,17
SERVICES MARCH,	0,023	0,049	0,029	0,027	0,02	0,07	0,142	0,036	0,038
ASM	0,011	0,040	0,019	0,039	0,016	0,105	0,134	1,026	0,118
APU	0	0	0	0	0	0	0	0	1
TOTAL	1,183	1,327	1,336	1,509	1,719	1,833	2,309	1,343	1,23

tableau ?? ci-dessous, nous permet de catégoriser les branches de l'économie congolaise selon la répartition de Chenery et Watanabe. beginfigure[htb!]

Branches	u_j	w_j
Agriculture	0,125	0,319
Extraction	0,213	1,127
Industries	0,260	0,272
Elect. & Eau	0,344	0,244
Construction	0,507	0,125
Transport et télécom,	0,529	0,743
Services march,	0,835	0,436
Autres services march,	0,194	0,399
APU	0,404	0

Les résultats de la matrice A des coefficients techniques et de la matrice de Leontief, nous conduit à des observations suivantes : On remarque que les coefficients d'intégration en amont et en aval des différents secteurs de l'économie de la RDC varient entre 0 et 1,2.

2.4 Distribution des inputs

Les inputs primaires ou facteurs primaires sont les biens et services consommés par les branches d'activités. En se référant au TES, ces facteurs sont constitués des éléments suivants : les consommations intermédiaires

et les inputs primaires (EBE, Taxes indirectes,, qui constituent la valeur ajoutée(VA). Le Tableau 7 montre

Figure 7: Distribution des inputs

Secteur	Total input	Pourcentage	Consommation Intermédiaires	Pourcentage (1)	Input primaire	Pourcentage (2)	Total (1+2)
Agri,	1736559	18,005	217431,000	12,500	1519128,000	87,500	100
Extrac,	1054081	10,929	224293,000	21,279	829780,000	78,721	100
Industries	4220910	43,765	1095902,000	25,964	3125008,000	74,036	100
ELect& Eau	88345	0,9160	30381,000	34,389	57964,000	65,611	100
Construction	442712	4,590	224311,000	50,667	218401,000	49,333	100
Transp,	607383	6,298	321525,000	52,936	285858,000	47,064	100
Serv, March,	561685	5,824	468872,000	83,476	92813,000	16,524	100
A,S,M	575882	5,970	111664,000	19,390	464218,000	80,610	100
APU	356920	3,701	144101,000	40,370	212819,000	59,630	100
Total	9644477	100	2838480,000		6805997,000		
Moyenne	1071609		315386,700		756221,900		
Minimum	88345		30381,000		57964,000		
Maximum	4220910		1095902,000		3125008,000		

que l'ensemble de branches de l'économie congolaise utilise en moyenne les inputs d'un montant approximatif de 1071609 (en millions de FC). Au minimum, chaque branche a utilisé 88345 FC(en millions de FC) pour l'achat des inputs et au maximum 4220910 millions de FC.

2.5 Matrice de comptabilité sociale RDC-2005

La MCS est la base de données des modèles d'équilibre général calculable. Généralement, elle est sous la forme d'une matrice carrée, qui trace les flux des échanges entre les agents économiques. Elle est fondée sur l'équilibre entre les emplois (en colonnes) et les ressources (en lignes) au niveau de chaque compte, mais également au niveau de l'ensemble de comptes. La MCS d'une petite économie ouverte au reste du monde possède cinq types de comptes : le compte des activités, le compte des produits, les comptes des facteurs, les comptes des institutions, le compte d'épargne investissement.

2.6 Matrice de comptabilité sociale RDC-2005

La structure de la matrice de comptabilité sociale comporte quatre branches d'activités que sont l'Agriculture (Agriculture, élevage et pêche ; Sylviculture, Exploitations forestière et Services connexes), l'Industrie (Extraction ; Industrie alimentaire, Boisson et Tabac ; Industrie d'Habillement, Textile et Cuir ; Industrie du Bois ; Industries chimiques ; Industrie des produits minéraux non métalliques ; Autres industries ; électricité, Gaz, Vapeur et Eau ; Construction et Travaux publics), les Services marchands (Commerce ; Restauration

et hôtel ; Transport, Entrepôts et Télécommunication ; Education et Santé ; Banques et Assurances ; Autres services marchands ; Production des services domestiques ; Services d'intermédiation financière indirectement mesurés) et les Services non marchands comprenant la production collective des Administrations Publiques. Hormis l'Etat et le reste du monde, les unités institutionnelles intégrées à la matrice sont les ménages publics et les autres ménages regroupant les ménages privés formels et informels, et les ménages chômeurs ou inactif.

3 Modèle

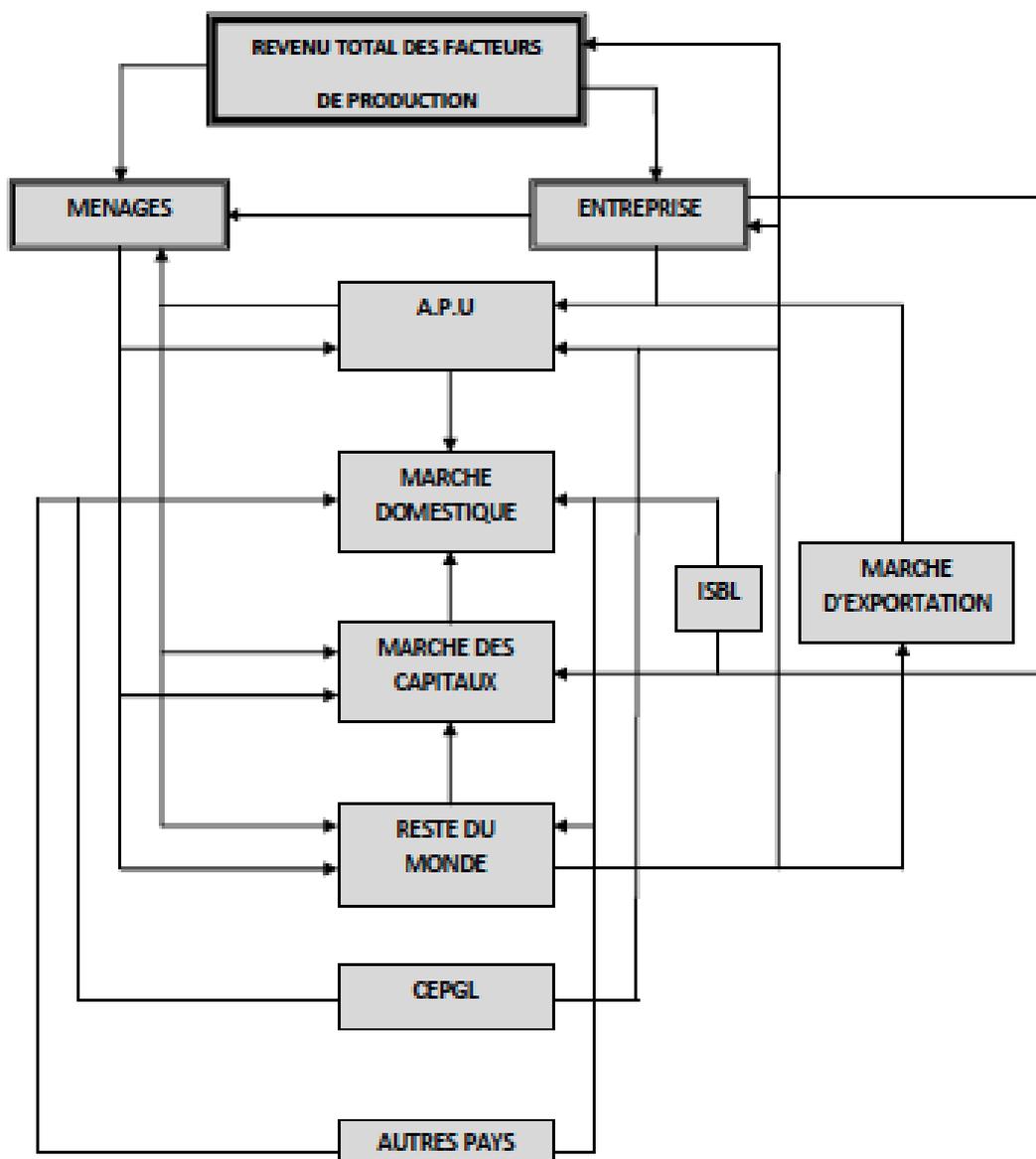
Le modèle utilisé dans ce travail est un modèle d'équilibre général calculable adapté de celui de Bernard DECALUWE et alii (2001) et il a comme base la MCS ci-haut présentée. Les points distinctifs marquant des deux modèles résident dans le bloque du commerce extérieur. Partant de la fonction de demande des importations, nous modélisons les deux composantes des importations à savoir celles en provenance de la CEPGL et celles en provenance du reste du monde. Tous les agents ou institutions sont reliés par de relation, défini ici par les formes fonctionnelles. Où celles-ci se définissent comme étant des relations mathématiques qui décrivent les différentes relations technologiques et comportementales propres aux producteurs, aux consommateurs ou à d'autres agents économiques comme l'état ou le reste du monde

La plupart des équations du modèle ont des fondements microéconomiques rigoureux fournis par la théorie néoclassique de l'équilibre général et spécifiant comment les quantités demandées et offertes répondent aux variations de prix sur chaque marché. Par ailleurs, les comportements des agents ne peuvent aller à l'encontre du cadre macroéconomique sous-jacent (équilibre investissement-épargne, contrainte budgétaire de l'état, et contrainte extérieure) de sorte que la conceptualisation du fonctionnement de l'économie permet également une analyse macroéconomique rigoureuse.

3.1 Dimensionnement et schématisation du modèle

Un MEGC devrait tenir compte de chacune des composantes et processus de celle-ci, et notamment, devrait pouvoir représenter toutes les activités productives et tous les consommateurs. Devant la complexité ou même l'impossibilité d'une telle tâche d'un point de vue pratique, il est nécessaire de procéder à des regroupements sous forme de classification, pour les mêmes exemples, de secteurs de production ou de catégories de consommateurs. Le schéma représenté en supra traduit la photographie de l'économie de la République Démocratique du Congo en 2005. Le modèle comporte cinq types d'institutions à savoir les ménages, les entreprises, les institutions sans but lucratives(ISBL), les Administrations Publiques(APU) et le Reste du monde. Dans un premier temps, les ménages reçoivent les revenus liés à l'emploi du facteur travail dont ils sont dotés et ce qui s'explique par la direction de la flèche allant de revenu total des facteurs de production à ménages. Ce revenu est complété par des transferts en provenance du reste du monde(RDM), les revenus du facteur capital vers les ménages, des entreprises, de l'Etat (transferts sociaux), transferts en provenance des ISBL, et entre eux sous forme des cotisations.

Figure 8: Relations inter institutionnelles de l'économie de la R.D Congo



Pour ce qui est des entreprises, leurs revenus est constitués par les revenus du capital vers les sociétés, cotisations sociales vers les sociétés, transferts entres elles, transferts en provenance des APU, transferts en provenance des reste du monde. Après avoir effectué des transferts vers les ménages, l'essentiel des revenus des entreprises est distribué aux autres entreprises, ils ont payé les impôts sur les revenus des sociétés, impôts vers les APU, les entreprises ont également épargnés et enfin, elles ont effectués les transferts vers RDM. Les revenus des ISBL proviennent du revenu du capital payé par les revenus total des facteurs de production et les transferts en provenance des APU. Elles ont distribué le total leurs revenus d'une part en payant les transferts sociaux vers les ménages et d'autre part elles ont dépensé en consommation finale dans le marché des biens et services.

Le revenu du gouvernement est en grande partie constitué des impôts tels que les impôts sur les revenus des ménages, impôts sur les revenus des sociétés, des dividendes reçus, impôts sur les importations et exportations, les subventions qui est un impôt négatif, impôts sur les importations en provenance de la CEPGL, des autres pays et le reste du monde. Pour ce qui est de ces dépenses, les APU ont distribués ses dépenses en transferts sociaux et prestations sociale vers les ménages, les transferts effectués vers les entreprises, vers les ISBL, les APU ont consommés les biens et services sur le marché domestique, les APU ont épargné, ils ont effectués les transferts vers les reste du monde.

La seule source de revenu de la CEPGL provient du marché domestique, celle-ci transfert aux RDM. Le marché domestique fourni sa production aux autres pays tandis que les autres pays dépensent le tout vers le RDM. Le revenu de RDM à son tour est constitué par le travail des expatriés, des transferts des ménages, des sociétés dans le cas multinationales, les APU, et enfin les transferts en provenance de la CEPGL. Ce dernier a ventilé ses dépenses en effectuant des transferts vers les ménages, les sociétés, paiement du facteur travail, transferts sous forme des dons vers les APU, ils ont consommé les produits d'exportation et enfin ils épargné.

3.2 Structure générale du modèle

A la différence de EXTER 2, notre modèle, comprend : cinq branches d'activité (Agriculture, Extraction, Industrie, SM et APU) ; trois facteurs de production (travail et capital ; ce dernier est un facteur composite constitué de terre et capital proprement dit) ; cinq agent (ménages, sociétés, ISBL, Etat et RDM). En plus, le compte RDM a été éclaté pour ressortir le compte des importations qui, à son tour, a été éclaté en importations originaires des pays membres de la CEPGL et importations originaires des autres pays. Les avancées consistent en ce que notre modèle compte plus de branches d'activité (5 contre 4) et le même nombre d'agents (5 contre 5). Elles consistent aussi en l'éclatement du RDM telle que présentée ci-dessus. En ce qui concerne les facteurs de production, les deux ont été retenus.

3.3 Equations du modèle

Le modèle utilisé dans ce travail est, quant à lui, présenté en 6 bloc d'équations, à savoir : la production, les revenus-épargne incluant ceux des ménages, entreprises et de l'Etat, le commerce extérieur, la demande finale intérieure et les conditions d'équilibre.

4 Simulations et résultats

Il est question d'examiner les effets probables attendus de l'adhésion de la R.D Congo à la CEPGL tant sur la structure et le volume des échanges (création de commerce), que sur le bien-être des ménages congolais.

Ladite analyse passe par l'établissement du plan des simulations ou choix des scénarii en suite l'interprétation des résultats.

En vertu du plan de la CEPGL, les principes de base étaient : libre circulation, droit d'établissement, pas de droits de douane entre les états membres, politique douanière commune. Les États membres libéralisent le commerce des biens par le biais de la suppression totale (100%) des taxes à l'importation et d'autres obstacles non tarifaires. Nous maintenons la suppression de 100% des droits de douane tout en étudiant aussi l'impact d'une suppression éventuelle de 75% des droits de douane sur l'économie congolaise.

Nous avons retenu deux simulations dans le cadre de ce travail : elles consistent à analyser les implications d'une suppression de 75% des droits de douane sur les importations des produits et en fin celle de 100% sur les mêmes importations. Les règles de bouclage sont essentielles car elles déterminent la manière dont l'économie va s'ajuster à la suite d'un choc exogène quelconque. Par rapport à notre simulation, nous avons choisis le bouclage Keynésien.

Les figures 11 et 20 en annexes résument l'essentiel des résultats des simulations portant sur une réduction de 75% et 100% du taux de droit de douane à l'importation des produits. Nous présentons l'interprétation des résultats des simulations dans les lignes qui suivent.

4.1 Impact sur l'équilibre macroéconomique

La suppression de 75% du taux de droit de douane sur les produits, au sein de la zone CEPGL, a eu comme conséquence : l'augmentation en valeur des importations dans le secteur industriel de 0,144% alors que les exportations augmentent dans l'ensemble de 0,076%. Cette variation à la hausse des exportations est nécessaire pour le financement des importations futures. Ce choc provoque aussi, une diminution de la consommation privée de 0,011% (Figure 12).

En ce qui concerne la mesure de la suppression de 100% du taux de droit de douane sur les produits, au sein de la CEPGL, a eu comme conséquence, l'augmentation des importations en provenance de la CEPGL de 11,398% et une amélioration des exportations de 5,64%. Il en est de même pour la consommation privée qui subit une détérioration de 0,854% suite à ce choc (Figure 11).

4.2 Impact sur le compte courant de la balance des paiements

Pour ce qui concerne, le démantèlement de 75%, il sied de constater que ce choc a causé une amélioration des importations de 0,144% et la détérioration du taux de change de 9,777% (Tableau 3.2b) provoque une hausse des exportations de 0,076% (tableau 3.2b) . Le revenu du travail versé au reste du monde a subi une hausse de 0,019% et les transferts reçus de 8,713% pour les ménages mais les transferts de ces derniers vers le reste du monde sont restés fixes (Figure 14 en annexes).

Pour le scénario de 100% des droits de douane, on remarque que les importations en valeur ont subi une hausse de 11,39% (tableau 3.1a) et la hausse en volume des exportations de 5,64% ont eu comme conséquence la détérioration du taux de change de 7,845% (tableau 3.2a). Le revenu du travail versé au reste du monde s'améliore de 1,41% et les transferts reçus du reste du monde ont subi une amélioration à la hausse de 6,586% pour les ménages. Par conséquent, les transferts des ménages vers le reste du monde sont restés fixes (Figure 13 en annexes).

4.3 Effets sur le compte courant de l'Etat

La suppression de 75% de droits de douane provoque: la diminution de l'épargne publique de 0,608%. Cette diminution des droits de douane a contribué à la détérioration des recettes publiques (-0,199%) (Tableau 3.3b). Il en est de même pour les impôts directs des entreprises (-0,026%) et des impôts indirects dans les branches productives qui sont en baisse. (Figure 15)

Par contre, une suppression de 100% des droits de douane à l'importation provoque une baisse des recettes de l'Etat de 15,969% (tableau 3.3a). Cette baisse est due à la détérioration des impôts directs des entreprises de 1,964%, de la variation à la baisse des impôts indirects dans les branches productives de l'économie, soit une diminution des impôts indirects intérieurs de 1,814%, 2,499%, 2,352% et 1,463% respectivement pour les branches : agriculture, extraction, industries et services marchands. Les droits de douane à l'importation diminuent de 0,036%, 0,041%, 0,246% respectivement pour les branches : agriculture, extraction et industries (tableau 3.3a). Les dépenses publiques étant supposées fixes, cette détérioration des recettes joue un rôle dépressif sur l'offre d'épargne à travers le creusement du déficit public (-48,808%) (Figure 16 en annexes).

4.4 Impact sur la production et l'emploi

En ce qui concerne les effets sur la production après suppression de 75% des droits de douane à l'importation, il sied de remarquer deux effets; à savoir : un effet positif et un effet négatif. L'effet positif se manifeste dans la production et la valeur ajoutée de la branche " extraction " et celle de la branche " APU " qui enregistrent respectivement une amélioration de 0,102% et de 0,001% tandis que les branches " industries " et " services marchands " subissent respectivement, une détérioration de 0,043% et de 0,001%. Le choc n'a aucun effet sur la branche " agriculture " à l'exception de la demande d'emploi qui se détériore de 0,022%. En analysant les effets sur la demande d'emploi, on constate : un effet positif sur les branches " extraction " et " APU " respectivement de 0,087% et de 0,005% et un effet négatif sur les branches "industrie " et " services marchands " respectivement de 0,064% et de 0,030%.

Pour ce qui concerne la production, nous remarquons, pour une suppression des droits de douane à 100%, qu'il y a un accroissement en volume du niveau d'activité pour le secteur d'Extraction (7,594%) et une baisse d'activités dans deux secteurs : -3,185% pour le secteur industriel et -0,847% pour les services marchands. (Tableau 3.4a). Cet état des choses conduit à un accroissement de la demande de main d'oeuvre dans le

secteur d'extraction de 6,475% et à une baisse de celle-ci dans les secteurs : agriculture (-1,545%), Industrie (-4,603%) et services marchands (-2,184%).

4.5 Impact sur la croissance du PIB réel et autres agrégats

Ici, il s'agit d'analyser les effets du choc sur le taux de croissance du PIB et des autres agrégats. En ce qui concerne le taux de croissance du PIB réel au coût des facteurs, elle enregistre une augmentation de 0,007% pour le scénario de la suppression des droits de douane à 75%. Quant aux autres agrégats notamment la consommation des ménages, ils ont subis une amélioration (Figure 18 en annexes).

Pour une suppression de la totalité (100%) des droits de douane, nous remarquons que le taux de croissance du PIB réel subit une 0.526%. Il en est de même pour les autres agrégats comme la consommation privée qui subit un accroissement. La consommation des ISBL n'a subi aucune modification suite à ce choc. Quant au volume de l'investissement, il a enregistré une détérioration dans les secteurs : -0,308% pour le secteur agricole et -1,522% pour les services marchands mais aussi un accroissement à la hausse dans le secteur Industrie (2,267%) (Figure 19 en annexes).

4.6 Impact sur les entreprises

Il s'agit de voir les implications de la suppression des droits de douanes sur la situation des entreprises de la R.D. Congo.

Pour ce qui concerne la suppression des droits de douane de 75%, nous remarquons que la demande globale des ménages diminue de 0,011% et que la demande d'investissement totale diminue de 0,027% ; cette situation se répercute sur le revenu des firmes ainsi que sur leurs épargnes qui subissent respectivement une détérioration de 0,026% et de 0,128%. La suppression totale (100%) des droits de douane à l'importation dans la CEPGL, on remarque que le revenu des entreprises baisse de 1,964% ce qui peut s'expliquer par la baisse des prix des biens et services sur le marché et par la baisse de l'investissement de l'entreprise. Il en est de même pour l'épargne des entreprises (-9,611%) qui se détériore suite à la diminution du revenu des ces entreprises.

4.7 Impact sur les revenus et l'épargne des ménages

Nous remarquons que pour une suppression des droits de douane de 75%, que le revenu des ménages s'améliore de 0,006% tandis que son épargne augmente de 0,006%.(tableau 3.9a). Il en est de même pour le niveau de consommation des ménages qui n'a pas baissé pour dans l'ensemble, excepter pour les produits des APU.

Figure 9: Effets les entreprises sim 100%

VARIABLES	REFERENCE	SIMULATION	VARIATION EN %
Revenu des firmes			
YF	1148866.000	1128084.832	-1.864
Epargne des firmes			
EF	203068.000	183641.820	-8.811

Source : RESULTAT DU MODELE

Figure 10: Effets les entreprises sim 75%

VARIABLES	REFERENCE	SIMULATION	VARIATION EN %
Revenu des firmes			
YF	1148866.000	1148364.221	-0.028
Epargne des firmes			
EF	203068.000	202787.806	-0.128

Source : RESULTAT DU MODELE

Le choc de suppression de 100% des droits de douane a un effet positif sur la situation des ménages. Le revenu des ménages augmentent de 0,466%. L'augmentation du revenu des ménages provoque une augmentation de l'épargne des ménages de 0,466%.(tableau 3.9a)à la suite de la hausse de la production totale en volume (tableau 3.4a).Cependant, cette hausse des revenus est compensée par une baisse des prix à la consommation pour maintenir le pouvoir d'achat des ménages. Ainsi, on remarque que le niveau de consommation n'a pas baissé dans l'ensemble, sauf pour les produits Industriels et les services marchands.

5 Renseignements du modèle

Après avoir interprété les différents résultats issus de différentes simulations faites dans le cadre de ce travail, il s'agit maintenant d'en tirer des enseignements. Les résultats de l'étude montre que la CEPGL aura une incidence modeste sur les flux d'échanges de la RDC, et créera davantage de courants d'échanges (création de commerce) qu'elle n'en détournera. En effet, la redinamisation de cette CER augmente les exportations congolaises, à destination des pays de la région, à concurrence de 0,076% à 0,644% selon que le démentiellement tarifaire est soit de 75% ou de 100%.

Par ailleurs, les importations intra-CEPGL augmentent de 0,144% et de 11,398% selon qu'il s'agit d'une suppression des droits de douane de 100% ou de 75%.L'épargne publique baisse de 48,808% et de 0,608% pour une suppression de 75% pour une suppression totale des droits de douane.

En ce qui concerne les effets de la CEPGL sur l'activité économique de la RDC, ils sont positifs puisque le PIB réel progresse de 0,007% pour un démantèlement de 75% et de 0,526% pour celui de 100%. Les secteurs d'activités en bénéficient d'une manière ou d'une autre. En plus de la croissance du PIB, on remarque que la production totale en volume, bien que négligeable, augmente dans certains secteurs comme le secteur "Extraction" ce qui correspond à une réduction du chômage dans ce secteur de 0,087% pour la suppression de 75% des droits de douane et de 6,47% pour une suppression des droits de douane de 100%. Mais, le chômage augmente dans d'autres secteurs d'activités (Tableaux 3.7a et 3.7b). Cependant, en dépit des améliorations des certains agrégats macroéconomiques, il sied de remarquer que la perte des recettes des taxes sur les importations est importante et se situe autour de 15,969% pour une suppression des droits de douane de 100% et 0,199% pour celui de 75% tandis que le déficit public progresse de 9,777%.

Le niveau des prix à la consommation sont en baisse, ce qui provoque une augmentation de la demande des produits par les ménages à travers les différents secteurs d'activités. Le revenu et l'épargne des ménages sont à la hausse vu ce qui précède d'une part et l'amélioration du taux de salaire et des transferts reçus du Reste du monde par lesdits ménages. (Voir les tableaux 3.12a, 3.12b, 3.10a, 3.10b, 3.8a et 3.8b). Le niveau de bien-être des ménages déterminé par les revenus perçus, le prix à la consommation et la composition de leur panier de consommation, s'est amélioré de 0,026% en considérant une suppression des droits de douane de 75% et de 1,945% en considérant une suppression des droits de douane de 100%.

Nous remarquons dans l'ensemble que les résultats du modèle utilisé pour analyser l'impact de la CEPGL sur l'économie congolaise, paraissent être concordants avec la réalité économique de la région des Grands Lacs bien que les effets obtenus semblent être modestes, notamment en ce qui concerne les effets sur les échanges commerciaux et sur le bien-être.

6 Conclusion

Il a été question dans ce travail de voir l'impact de l'intégration des pays de la Communauté Economique des Grands Lacs (CEPGL) sur l'économie de la République Démocratique du Congo avec un accent particulier sur la création du commerce et le bien-être.

L'objectif de cette étude était d'évaluer les implications de l'intégration économique de la CEPGL sur l'économie de la R.D Congo, en mettant en exergue l'analyse des effets statiques et le bien-être afin de formuler les recommandations quant aux réformes et aux politiques de coopération régionale.

Ainsi, ces résultats ont confirmé nos hypothèses de recherche. Mais, il sied de remarquer qu'à court terme, l'intégration de la CEPGL pourrait avoir un impact négligeable sur l'économie congolaise voire un impact négatif, mais cet impact n'est pas le même lorsqu'on observe les différents agrégats macroéconomiques dans le temps.

Dans le chapitre portant sur l'analyse de l'économie congolaise, il a été démontré que le secteur clé de cette économie est le secteur "services marchands". Après le choc, on remarque que la branche "agriculture

” subit une détérioration sur tous les plans. Cette perte enregistrée au sein de la branche ” agriculture ” a des effets sur la croissance économique, sur l’emploi, sur le prix et sur d’autres branches de l’économie qui tombent en détérioration. Il en est de même pour le revenu de l’Etat qui subit une variation à la baisse.

Il ressort de ce qui précède que les branches les plus touchées sont celles qui sont de plus en plus en relation avec le reste du monde notamment l’industrie, les services marchands et Extractions. Les branches de l’industrie et de l’extraction observent une dégradation de leurs principales variables de la production.

Etant donné que les industries ont un effet non négligeable sur les services marchands qui constituent d’ailleurs le secteur clé de l’économie congolaise. Le choc dans le secteur extérieur s’est fait sentir sur l’ensemble des activités productives et en propageant ses effets sur les prix.

De ce fait, la situation de l’emploi s’améliore dans les branches ” extraction ” et ” APU ” et se détériore dans les branches ” industrie ” et ” services marchands ”.la dégradation de l’emploi dans les branches ” industrie ” et ” services marchands ” provoque une baisse des prix à la consommation du bien composite suite à la baisse des taux des taxes à l’importation. Les implications se font sentir sur le bien-être des ménages qui s’est amélioré. Sans avoir eu prétention de traiter de toutes les questions sur la CEPGL, ce travail en a donné un aperçu général. Il ouvre cependant plusieurs pistes de réflexion afin d’approfondir les recherches et aboutir à des résultats beaucoup plus ciblés.

References

- Adiaffi, J.-M., 2002. La carte d'identité Coll. Monde Noir poche. Editions Hatier International.
- Annabi, N., Cissé, F., Cockburn, J., Decaluwe, B., 2005. Trade liberalisation, growth and poverty in senegal: a dynamic microsimulation cge model analysis.
- Annabi, N., Cockburn, J., Decaluwé, B., 2006. Functional forms and parametrization of cge models.
- Bayart, J.-F., 2008. Le politique par le bas en Afrique noire. Karthala Editions.
- Bhandari, J. S., Decaluwe, B., 1987. A stochastic model of incomplete separation between commercial and financial exchange markets. *Journal of international economics* 22 (1), 25–55.
- Decaluwe, B., Dumont, J., Robichaud, S. M.-S. E. V., 2001. Union économique et mobilité des facteurs. le cas de l'union économique et monétaire ouest-africaine (uemoa). Boudhiaf, M. et J.-M. Siroën (dir. pub.), Ouverture et développement économique, *Economica*, 281–308.
- Decaluwe, B., Martens, A., 1989. Cge modeling and developing economies: A concise empirical survey of 73 applications to 26 countries. *Journal of Policy Modeling* 10 (4), 529–568.
- Decaluwé, B., Martens, A., Savard, L., 2001. La politique économique du développement et les modèles d'équilibre général calculable: une introduction à l'application de l'analyse mésoéconomique aux pays en développement. PUM.
- Decaluwé, B., Patry, A., Savard, L., Thorbecke, E., et al., 1999. Poverty analysis within a general equilibrium framework. African Economic Research Consortium.
- Dumont, R., 1963. L'Afrique noire est mal partie. In: *Annales de Géographie*. Vol. 72. Société de géographie, pp. 620–621.
- Duverger, M., 1964. *Méthodes des sciences sociales*. Vol. 2. Presses universitaires de France.
- Fofana, I., Cockburn, J., Decaluwe, B., 2005. Developing country superwomen: impacts of trade liberalisation on female market and domestic work.
- HAKIZIMANA, E., 1995. Impact de la volatilité des taux de change sur le commerce extérieur des pays de la cepgl.
- Issa-Sayegh, J., Kaufmann, O., 1986. Les conventions multilatérales interafricaines de sécurité sociale dans les pays francophones au sud du Sahara (ocam-cepgl). *Penant: revue de droit des pays d'Afrique* 96 (791), 302–346.
- Kasonga, M. W. B., 1987. La libre circulation des personnes dans la communauté économique des pays des grands lacs (cepgl). Ph.D. thesis, Université nationale du Rwanda, Faculté de droit.
- Ki-Zerbo, J., Holenstein, R., 2003. *A quand l'Afrique*. Editions d'en bas.
- KIBUNGERE, R., 1979. Influence des investissements publics des pays membres de la CEE sur l'intégration des états membres de la cepgl.

- Lavialle, C., 2003. Macroéconomie approfondie. Macroéconomie Approfondie, xx-xx.
- Mahieu, F.-R., 1991. Les fondements de la crise économique en Afrique. Editions L'Harmattan.
- Maniraguha, Y., 2011. La considération de l'islam aux pays de la cepgl.
- Mukoko, N., Blaise, J., Wabenga Yango, J., 2011a. Une matrice de comptabilité sociale pour la rd congo: Mcs-rdc2005.
- Mukoko, N., Blaise, J., Wabenga Yango, J., 2011b. Zone de libre échange de la sadc et économie de la rdcongo: Création de commerce et bien-être?
- Mukoko, N., Blaise, J., Wabenga Yango, J., 2012. Analyse de l'économie congolaise à travers la matrice de comptabilité sociale de 2005.
- Ncutinamagara, A., 1991. Quel avenir pour la cepgl? Grands lacs (40), 19.
- Nlemfu Mukoko, J. B., Wabenga Yango, J., et al., 2015a. Analyse de l'économie congolaise à travers la matrice de comptabilité sociale de 2005 [analysis of the dr congo economy through the social accounting matrix of the year 2005]. Tech. rep., University Library of Munich, Germany.
- Nlemfu Mukoko, J. B., Wabenga Yango, J., et al., 2015b. Croissance agricole et options d'investissement en rd congo: une analyse en équilibre général calculable [agriculture growth and investments options for poverty reduction in dr congo]. Tech. rep., University Library of Munich, Germany.
- Rishirumuhirwa, T., 1993. Facteurs anthropiques de l'érosion dans les régions des montagnes et hauts plateaux de la cepgl (burundi-rwanda-zaïre). Réseau Erosion-Bulletin (13), 53-62.
- Towa, M., 1971. Essai sur la problématique philosophique dans l'Afrique actuelle.
- Yango, J. W., Carmichael, B., Moran, K., 2014. Les facteurs démographiques comme déterminants des soldes extérieurs.

ANNEXES

Figure 11: Effets sur l'équilibre macroéconomique sim 100%

VARIABLE	COMPOSANTES	REFERENCE	SIMULATION (100%)	VARIATION EN %
PIB au prix du marché, optique des dépenses				
PIB	PIBpm1	5470108.000	5335313.793	-2.464
dont :				
*PIB au coût des facteurs				
PIB	PIBef	5266926.000	5294624.724	0.526
*Impôts Indirects				
PIB	NITAX	203182.000	66531.538	-67.255
Importations aux prix internationaux				
PIB	IM	-1335889.000	-1488154.635	11.398
Consommation Privée				
PIB	PRVCON	4573270.000	4534220.258	-0.854
Consommation des isbl				
PIB	ISBL	331.000	329.393	-0.485
Consommation Publique				
PIB	GOVCON	308048.000	308048.000	0.000
Investissement				
PIB	INVEST	681418.000	667787.284	-2.000
Exportations aux prix internationaux				
PIB	EXP	1242930.000	1313083.492	5.644
PIB au prix du marché, optique des revenus				
PIB	PIBpm2	5470108.000	5361156.261	-1.992
GAP du pib au prix du marché				
PIB	PIBgap	0.000	-25842.468	2.774814E+15

SOURCE : RESULTATS DU MODELE

Figure 12: Effets sur l'équilibre macroéconomique sim 75%

VARIABLE	COMPOSANTES	REFERENCE	SIMULATION (100%)	VARIATION EN %
PIB au prix du marché, optique des dépenses				
PIB	PIBpm1	5470108.000	5335313.793	-2.464
dont :				
*PIB au coût des facteurs				
PIB	PIBcf	5266926.000	5294624.724	0.526
*Impôts Indirects				
PIB	NITAX	203182.000	66531.538	-67.255
Importations aux prix internationaux				
PIB	IM	- 1335889.000	-1488154.635	11.398
Consommation Privée				
PIB	PRVCON	4573270.000	4534220.258	-0.854
Consommation des isbl				
PIB	ISBL	331.000	329.393	-0.485
Consommation Publique				
PIB	GOVCON	308048.000	308048.000	0.000
Investissement				
PIB	INVEST	681418.000	667787.284	-2.000
Exportations aux prix internationaux				
PIB	EXP	1242930.000	1313083.492	5.644
PIB au prix du marché, optique des revenus				
PIB	PIBpm2	5470108.000	5361156.261	-1.992
GAP du pib au prix du marché				
PIB	PIBgap	0.000	-25842.468	2.774814E+15

SOURCE : RESULTATS DU MODELE

Figure 13: Effets sur les comptes de la balance des paiements sim 100%

VARIABLES	BRANCHE	BRANCHE	REFERENCE	SIMULATION	VARIATION EN %
Déficit Courant					
CAB			17972.001	158966.822	7.84525
* Importations					
M	AGR		34192.000	33285.524	-2.651
M	Extr		105419.000	102253.835	-3.002
M	IND		933455.000	1093556.218	17.151
M	SM		221111.000	217347.058	-1.702
M	APU		41712.000	41712.000	0.000
* Dividendes vers le RDM					
DIV_ROW			129849.890	127299.583	-1.964
Revenu du capital vers le Rdm					
YKR			0.001	0.001	0.312
Revenu du travail versé au Rdm					
YLR			15310.000	15525.894	1.410
Transferts reçus					
THR	H1		9294.830	70512.180	658.617
TGROW			67756.280	67756.280	0.000

Figure 14: Effets sur les comptes de la balance des paiements sim 75%

* Exportations					
EXP	AGR		20331.000	21412.421	5.319
EXP	Extr		859420.000	930138.991	8.229
EXP	IND		194012.000	191871.560	-1.103
EXP	SM		68536.000	69029.520	0.720
EXP	APU		100631.000	100631.000	0.000
Transferts du RDM aux Ménages					
TRH	H1		53394.630	53394.630	0.000
Autres transferts et paiements versés par le rdm					
LROW			4219.000	4219.000	0.000
TRG			233910.850	233910.850	0.000
TRF			5673.520	5673.520	0.000
E			1.000	1.000	0.000

SOURCE : RESULTAT DU MODELE

Figure 15: Effets sur le compte courant de l'Etat sim 100%

VARIABLES	BRANCHE	BRANCHE	REFERENCE	SIMULATION (100%)	VARIATION EN %
RECETTES TOTALES					
YG			861420.000	716468.686	-16.888
dont :					
*Impôts Directs					
DTH	H1		30068.000	30188.182	0.488
DTF			26138.000	24842.318	-1.884
*Impôts Indirects Intérieurs					
TI	AGR		6033.000	4841.702	-1.814
TI	Extr		8874.000	8748.760	-2.488
TI	IND		32148.000	31382.888	-2.362
TI	SM		11888.000	11486.344	-1.483
TI	APU		0.000	0.000	0.000
*Droits de douane à l'importation					
TIM	AGR		1402.000	1384.831	-2.851
TIM	Extr		1668.000	1611.222	-3.002
TIM	IND		136670.000	0.000	-100.000
TIM	SM		0.000	0.000	0.000
TIM	APU		0.000	0.000	0.000
*Taxe à l'exportation					
TIE	AGR		417.000	438.181	6.318
TIE	Extr		3163.000	3412.451	8.228
TIE	IND		3267.000	3221.087	-1.103
TIE	SM		3.000	3.022	0.720

Figure 16: Effets sur le compte courant de l'Etat sim 75%

VARIABLES	BRANCHE		REFERENCE	SIMULATION(75%)	VARIATION EN %
RECETTES TOTALES					
YG			851420.000	849726.062	-0.199
dont :					
*Impôts Directs					
DTH	H1		30058.000	30059.868	0.006
DTF			25136.000	25129.418	-0.026
*Impôts Indirects Intérieurs					
TI	AGR		5033.000	5031.776	-0.024
TI	Extr		8974.000	8970.933	-0.034
TI	IND		32149.000	32138.730	-0.032
TI	SM		11666.000	11663.672	-0.020
TI	APU		0.000	0.000	0.000
*Droits de douane à l'importation					
TIM	AGR		1402.000	1401.499	-0.036
TIM	Extr		1558.000	1557.356	-0.041
TIM	IND		135570.000	133881.466	-1.246
TIM	SM		0.000	0.000	0.000
TIM	APU		0.000	0.000	0.000
*Taxes à l'exportation					
TIE	AGR		417.000	417.288	0.069
TIE	Extr		3153.000	3156.486	0.111
TIE	IND		3257.000	3256.548	-0.014
TIE	SM		3.000	3.000	0.011
TIE	APU		0.000	0.000	0.000
Taxes sur la production					
TIX	AGR		0.000	0.000	0.000
TIX	Extr		30100.000	30120.547	0.068
TIX	IND		15994.000	15985.452	-0.053
TIX	SM		7740.000	7738.544	-0.019
TIX	APU		0.000	0.000	0.000
Subvention sur la production					
SUBV	AGR		0.000	0.000	0.000
SUBV	Extr		0.000	0.000	0.000
SUBV	IND		0.000	0.000	0.000

Figure 17: Impact sur la croissance du PIB réel et autres agrégats sim 100%

VARIABLE	COMPOSANTES		REFERENCE	SIMULATION (100%)	VARIATION EN %
*PIB au coût des facteurs					
PIB	PIBot		6288826.000	6294824.724	0.628
Consommation Privée en volume					
C	H1	AGR	1132274.658	1148088.828	1.218
C	H1	Extr	67118.867	67901.809	1.370
C	H1	IND	2602086.626	2673187.788	2.842
C	H1	SM	744804.867	762726.007	1.083
C	H1	APU	18760.000	18760.000	0.000
Consommation ISBL en volume					
CFI	AGR		0.000	0.000	0.000
CFI	Extr		0.000	0.000	0.000
CFI	IND		0.000	0.000	0.000
CFI	SM		329.261	329.261	0.000
CFI	APU		0.000	0.000	0.000
*Consommation Publique					
G	SM		88508.000	88508.000	0.000
G	APU		238638.000	238638.000	0.000
Investissements en volume					
INV	AGR		26302.770	26224.832	-0.308
INV	Extr		0.000	0.000	0.000
INV	IND		267416.772	283261.648	2.287
INV	SM		386388.688	379602.868	-1.622
INV	APU		0.000	0.000	0.000
Importations en volume					

Figure 18: Impact sur la croissance du PIB réel et autres agrégats sim 100%

M	AGR		34182.000	33286.624	-2.861
M	Extr		106418.000	102263.836	-3.002
M	IND		833466.000	1083668.218	17.161
M	SM		221111.000	217347.068	-1.702
M	APU		41712.000	41712.000	0.000
Exportations en volume					
EX	AGR		18814.000	20973.240	6.318
EX	Extr		868287.000	828728.640	-8.228
EX	IND		180766.000	188860.483	-1.103
EX	SM		68633.000	69028.488	0.720
EX	APU		100831.000	100831.000	0.000

SOURCE : RESULTATS DU MODELE

Figure 19: Impact sur la croissance du PIB réel et autres agrégats sim 75%

VARIABLE	COMPOSANTES	REFERENCE	SIMULATION	VARIATION EN %
*PIB au coût des facteurs				
PIB	PIBof	528828.000	5287293.817	0.007
Consommation Privée en volume				
C	H1	1132274.668	1132482.127	0.017
C	H1	67118.867	67128.780	0.018
C	H1	2602096.626	2603040.364	0.038
C	H1	744804.967	744918.386	0.016
C	H1	18760.000	18760.000	0.000
Consommation ISBL en volume				
CFI	AGR	0.000	0.000	0.000

Figure 20: Impact sur la croissance du PIB réel et autres agrégats sim 75%

CFI	Extr	0.000	0.000	0.000
CFI	IND	0.000	0.000	0.000
CFI	SM	329.261	329.261	0.000
CFI	APU	0.000	0.000	0.000
*Consommation Publique				
G	SM	88608.000	88608.000	0.000
G	APU	238638.000	238638.000	0.000
Investissements en volume				
INV	AGR	26302.770	26301.837	-0.004
INV	Extr	0.000	0.000	0.000
INV	IND	267416.772	267482.886	0.030
INV	SM	386388.688	386280.719	-0.020
INV	APU	0.000	0.000	0.000
Importations en volume				
M	AGR	34182.000	34178.788	-0.008
M	Extr	106418.000	106376.430	-0.041
M	IND	833466.000	836488.883	0.218
M	SM	221111.000	221068.383	-0.023
M	APU	41712.000	41711.776	-0.001
Exportations en volume				
EX	AGR	18814.000	18827.741	0.068
EX	Extr	868287.000	867213.888	0.111
EX	IND	180766.000	180728.608	-0.014
EX	SM	88633.000	88640.293	0.011
EX	APU	100831.000	100832.404	0.001

SOURCE : RESULTATS DU MODELE